

Visite de Macron en Algérie vs Refus de voyage d'un syndicaliste algérien en France

Le président pourra-t-il encore faire semblant d'ignorer la répression des militant·es de défense des droits humains en Algérie ?

Pendant qu'Emmanuel Macron rend visite au pouvoir algérien, un militant de Ligue Algérienne de Défense des Droits Humains (LADDH) et secrétaire du Syndicat des Enseignant·es du Supérieur Solidaires (SESS) est arrêté à la frontière et empêché de prendre son avion pour la France.

Le 24 août au matin, Kaddour Chouicha et sa femme, Djamila Loukil devaient prendre un avion pour la France, étape notamment d'une délégation à l'ONU dans le cadre de l'examen périodique universel de la situation des droits humains en Algérie. Kaddour Chouicha, participant actif du vaste mouvement de mobilisation populaire commencé en 2019, le Hirak, a été emprisonné pour cette raison pendant près d'un mois et demi déjà, avant que le pouvoir ne le fasse relâcher, face aux pressions de l'opinion algérienne et aux soutiens internationaux, dont celui de l'Union syndicale Solidaires.

Donc, au moment même où Emmanuel Macron prépare son voyage en Algérie, la répression des militant·es du Hirak se poursuit. Rappelons que plus de 300 personnes sont encore en prison en Algérie à ce jour au motif réel de leur participation aux manifestations massives de 2019 et des années suivantes.

En Algérie comme ailleurs, Emmanuel Macron n'a aucune excuse pour ignorer la situation des droits humains et les pratiques dictatoriales d'un régime corrompu et honni du peuple. En l'ignorant, il conforte le pouvoir en place et se rend complice de ses actes. Il montre que ses déclarations sur la colonisation française de l'Algérie ne sont pas un soutien au peuple algérien mais au pouvoir à qui il faut faire plaisir de temps en temps pour obtenir la réalisation d'objectifs économiques.

Le régime algérien doit cesser d'emprisonner sa population et de harceler les syndicalistes et les militant·es de défense des droits humains en Algérie. Le gouvernement français doit cesser d'apporter son soutien à ce régime dictatorial. La diaspora algérienne en France n'est pas dupe.

Le régime algérien doit respecter les lois algériennes et les conventions internationales signées par le pays sur les droits, les libertés, et notamment la liberté de circulation.

L'Union syndicale Solidaires, avec les associations algériennes en France et les syndicats et associations de défense des droits humains françaises et internationales, continue à apporter son soutien aux militant·es algérien·nes harcelé·es par le pouvoir.